

## **« CULTURE-ECONOMIE » ET POLITIQUE DE LA CULTURE (D. LEROY)**

### **I – Le traité de Rome n’est plus ce qu’il était**

L’Europe du traité de Rome a été conçue avec une façade économique. Comme pour les cathédrales, il fallait un élan stylistique : ce fut le primat de la concurrence. Puis il fallait de puissantes colonnes : un espace de libre échange « pur » avec mobilité « parfaite » de tous les facteurs et biens économiques : marchandises, travail, capitaux et services.

Si l’on poursuit la métaphore, l’élévation de la cathédrale gothique n’a pu progresser que grâce aux arcs-boutants et surtout à la croisée d’ogive omniprésente. Dans l’ordre de la construction européenne, on peut se référer à l’arrière de la façade où ont été plantés les « piliers » de l’Union : Union Economique et Monétaire, Politique Etrangère et de Sécurité Commune, Affaires Intérieures et de Justice .

En diversifiant les angles de vue se dévoilent les conditions complexes qui font que l’ensemble et ses parties n’ont pu déployer leurs fonctions pleinement et durablement qu’en dépassant le strict cadre économique. Quelle efficacité espérer en effet de tel point particulier du traité de Rome – l’article 3 par exemple qui décline la libre circulation des facteurs économiques dans ses différentes composantes - sans les us, coutumes et institutions dont les Etats-membres sont spécifiquement dotés, et qui représentent de multiples points d’appui et autant de clés de voûte ? Peut-on par exemple souhaiter « l’abolition des obstacles à la libre circulation des personnes » sans les préalables culturels qui respectent l’étranger et valorisent le nomadisme chez l’homme ? L’essence de la communauté européenne peut-elle profondément se comprendre sans l’éclairage mystique d’une rédemption traversée par les guerres meurtrières et fratricides que nous connaissons ?

Le projet européen du traité de Rome a atteint des limites que l’on doit à l’évidence reconnaître. Sa vertu initiale résidait dans une construction cohérente qui ramenait constamment le modèle vers une logique économique claire. Sa faiblesse est venue de l’application technocratique – et non pas démocratique – d’une méthode débouchant sur les techniques économiques et juridiques de l’intégration et de l’harmonisation. Même si ces techniques ont été efficaces et ingénieuses, elles revenaient toujours à considérer la Communauté comme un corps constitué d’entrepreneurs, de travailleurs et de consommateurs, c’est à dire d’entités productives et consommatrices où les citoyens sont étrangement méconnus ou absents.

« Le Tout-économique est-il déraisonnable ? », pourrait se demander le technocrate comptable de résultats tangibles à courte vue ... Or il advient que la machine communautaire se grippe quand il s’agit de poursuivre plus profondément et par exemple d’instituer la mobilité des services et celle des

hommes. L'Europe a atteint un point où une nouvelle construction s'avère nécessaire, non pas du seul fait de l'Elargissement, mais aussi à cause des blocages que rencontre l'Approfondissement.

## **II – L'Europe politique, une ardente obligation**

Le recours à l'action politique est devenu extrêmement urgent, non seulement pour des motifs externes à l'Union, mais aussi pour des raisons endogènes. La complexité s'est introduite dans les rouages du projet européen. L'économie révèle maintenant la rigueur paradoxale de ses règles. Si l'on prend l'objectif de « compétitivité » qui constitue la base du sommet de Lisbonne (2000), faut-il selon cette logique mettre en péril des pans entiers de l'industrie de l'Union, menacés par le haut (Organisation Mondiale du Commerce, USA, etc...) comme par le bas (dumping social de l'Europe élargie, des nouveaux pays industriels et au delà). Ou bien faut-il hisser les questions économiques existentielles au niveau politique qu'elles méritent ? La réponse aux inquiétudes des producteurs et des travailleurs ne peut se résumer dans une guerre de compétitivité qu'il faut à tout prix gagner, mais appelle des débats démocratiques de toutes les forces économiques qui se sentiraient de la sorte moins abandonnées si elles étaient prises en considération du haut au bas de l'échelle, et dans les différents secteurs concernés (agriculture, services, etc...).

L'Economie comme critère absolu ne saurait donner ni sens ni cohérence à la solution de problèmes qui réclament une vitalité peu ou prou consensuelle. L'Elargissement, par exemple, ne devrait pas être considéré comme un problème commercial à vases communicants, mais comme un problème global multidimensionnel impliquant une notion étendue de citoyenneté au delà du citoyen économique. Il est difficile de faire ce pas d'une nouvelle nature lorsque rien d'essentiel n'a été fait dans l'Union des 15 pour rapprocher les technocrates et les politiques des citoyens. Il y a certes eu les efforts réels d'« approfondissements » – surtout des extensions de compétence – de l'Acte unique, de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice. Mais il faudrait maintenant des dizaines d'« Erasmus » élargis aux domaines du sociétal, des « PCRDT » en nombre dans le secteur des Sciences humaines et sociales, etc..., alimentant nos anciennes sociétés et ouvrant des ponts entre la « vieille » et la « nouvelle » Europe. Il faut par contre bannir des programmes du type Kaleidoscope où l'on a pu voir les bureaucraties nationales renforcées par la bureaucratie communautaire.

Pour cela comme pour les autres dimensions de l'Europe complexe, il faut attendre – et demander – beaucoup d'un véritable Parlement, pour qu'il insuffle de nouveaux axes directionnels à l'Europe, pour que de nouveaux projets aillent à la rencontre des citoyens et de la société civile dans toutes leurs dimensions concrètes, économiques mais aussi sociales, culturelles, etc... Comment traiter à fond le malaise né des disparités grandissantes de la Grande Europe, sans faire

effort de pédagogie, mais surtout sans instaurer les dialogues multiples à tous les niveaux, au delà des colloques universitaires habituels et des débats inter-technocratiques.

Il faudrait que les responsables politiques (ainsi que les hommes de culture, de science, etc...) osent « retrousser les manches » pour défendre un rêve européen fondé et lié à l'économie sociale de marché, sans se laisser intimider par un ultra-libéralisme dominateur. Le modèle européen connaît les turbulences de la mondialisation, mais ses peuples ont la capacité de répondre au défi global s'ils cherchent à s'entendre dans un débat démocratique régénéré par la volonté de construire un avenir en commun. Les Européens veulent-ils plus d'intégration ? La réponse ne peut procéder que de l'expression extra-référendaire d'une volonté générale nécessitant des institutions adéquates et rénovées, pour s'exprimer et pour agir. Là encore, on attend beaucoup du Parlement européen.

### **III – A quand le grand retour de la préoccupation culturelle ?**

Des tâches immenses attendent la Grande Europe : l'instauration d'une osmose entre les peuples qu'elle réunit, l'intégration de gouvernements qui n'ont pas participé au processus de construction communautaire et pour lesquels l'Union ne correspond pas à un vécu. Des points de friction n'ont pas tardé à apparaître ; il faut vite les résoudre pour qu'ils ne se dégradent en des sentiments d'incompréhension ou d'injustice. Il faut dialoguer – comme cela s'est fait au début entre la France et l'Allemagne – de sorte que les « gens » puissent se connaître et forger une culture de la diversité, comme le font pour la lumière les rosaces des cathédrales dont Henri Bartoli soulignait leur apport en clarté.

Les projets et perspectives européens laissent toujours la culture dans un état de suspicion. Les réactions négatives ou agacées à la fameuse phrase : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture ! » montrent combien on ne sait plus très bien où l'on en est du rapport Economie-Culture. Phrase apocryphe ou pas : est-ce si important d'en décider ! Par contre, ne peut-on imaginer, sans trahir la personnalité de Jean Monnet, qu'une idée de cet ordre ait pu un moment saisir son esprit : l'appréhension d'avoir négligé la culture, comme autant de croisées d'ogive ; la vision d'une Europe pouvant aussi se construire avec d'autres forces que l'intérêt et le pouvoir, comme grand projet dont le socle s'appuierait sur les trois instances « primaires », politique, économique et culturelle !

Le Culturel est une instance autonome, au même titre que l'Economique. C'est une instance majeure, qui peut donner sens et cohérence au projet complexe dont l'Europe a besoin. Dans ce nouveau projet, il faut faire appel aux imaginations, récuser tout précédent comme allant de soi. C'est un domaine de recherche et de découverte qui s'ouvre, et dont on ne peut décrire à priori les contenus ni le périmètre. La SEC peut avoir son mot à dire dans ce chantier où le concept de « politique de la culture », revisité, sera appliqué à la nouvelle donne.